

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Public Works Government Services Canada- Bid  
Receiving / Réception des soumissions  
189 Prince William Street  
Room 421  
Saint John  
New Brunswick  
E2L 2B9

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works Government Services Canada- Bid  
Receiving / Réception des soumissions  
189 Prince William Street  
Room 421  
Saint John  
New Bruns  
E2L 2B9

<b>Title - Sujet</b> Gagetown Soil Comp & Grader Rental		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0105-13E047/A		<b>Date</b> 2013-02-08
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0105-13E047		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>File No. - N° de dossier</b> PWB-2-35147 (004)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$PWB-004-3215		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2013-02-06
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-02-28</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Atlantic Standard Time AST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Doucet, Gisele PWB		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwb004
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (506) 636-4541 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (506) 636-4376	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

Cette Révision de la Demande pour l'offre à commandes no. 1 est soumise pour inclure le devis.

La modification qui suit apportée aux documents de soumission entre en vigueur dès maintenant.  
L'addenda fera partie des documents de contrat.

**Toutes autres conditions ne changent pas.**

1. **DEVIS**

Le devis ci-attaché doit être inclus avec les documents d'appel d'offres de la  
Demande pour l'offre à commandes (OCIR) - Annexe "D".



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
3<sup>E</sup> GROUPE DE SOUTIEN DE SECTEUR  
SERVICE DU GÉNIE  
BFC GAGETOWN**

**DEVIS**

**CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES**

**LOCATION DE COMPACTEURS DE SOL AUTOMOTEURS ET  
DE NIVELEUSES AVEC CONDUCTEURS  
BASE ET SECTEUR D'ENTRAÎNEMENT**

**DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2013 AU 31 MARS 2015**

**Conçu par**

**Inspecteur de la  
prévention des  
incendies**

**Officier de projet**

**Officier du Génie**

**N° de DP**

**:**

**N° de dossier : L-G2-9900/1605**

**Date : 12 décembre  
2012**

National Defence	List of Contents	Section 00 01 11
Job No.L-G2-9900/1605		Page 1
CFB Gagetown, N.B.		2012-12-12

<u>Section</u>	<u>Title</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 - Procurement and Contracting Requirements</u>		
00 21 13	Instructions to Bidders	8
<u>Division 01 - General Requirements</u>		
01 35 30	Health and Safety Requirements	3
01 35 35	DND Fire Safety Requirements	5
01 35 43	Environmental Procedures	1
01 59 30	Equipment Rental	3

## PART 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 Description des travaux

.1 Les travaux prévus par la présente convention d'offre à commandes comprennent la location et l'entretien de compacteurs de sol automoteurs et de niveleuses avec conducteurs pour le compte de la BFC Gagetown. Toute demande de travaux devra être effectuée au moyen de l'Étiquette d'état du matériel (CF 942), Commande subséquente à l'offre à commandes, conformément aux directives énoncées aux présentes.

### 1.2 Durée de l'offre à commandes

.1 La durée de la présente convention d'offre à commandes est du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2015.

### 1.3 Références

- .1 Partie II du *Code canadien du travail*.
- .2 *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991.

### 1.4 Qualité d'exécution des travaux

- .1 La qualité d'exécution des travaux doit respecter des normes élevées et être conforme aux pratiques commerciales généralement reconnues.
- .2 Les conducteurs doivent posséder les compétences requises pour effectuer les travaux demandés selon les directives du représentant du Génie.

### 1.5 Représentant du Génie

.1 Le représentant du Génie, conformément au présent document, sera le commandant du Service du génie du 3 GSS ou un représentant désigné.

Les coordonnées du représentant du Génie sont :

Bureau des contrats  
Service du génie du 3 GSS  
Bâtiment B18  
BFC/USS Gagetown, C.P. 17000, succ Forces  
Oromocto (N.-B.) E2V 4J5

Téléphone : 506-422-2000, poste 2677  
Télécopieur : 506-422-1248

1.6 Assurance de  
responsabilité civile

- .1 Avant l'attribution de la convention d'offre à commandes, l'entrepreneur doit fournir à TPSGC la preuve qu'il détient une assurance de responsabilité civile d'une valeur de deux millions de dollars (2 000 000 \$).

1.7 Matériel

- .1 Les entrepreneurs doivent fournir à TPSGC une liste du matériel et y indiquer l'année, la marque et le numéro du modèle, conformément à la Section 01 59 30, paragraphe 1.3.
- .2 Le matériel doit être inspecté et approuvé par le représentant du Génie avant l'attribution de l'offre à commandes.
- .3 En tout temps, le matériel peut faire l'objet d'une inspection et être soumis au représentant du Génie pour approbation. Le matériel jugé inacceptable doit être réparé ou remplacé par l'entrepreneur, à ses frais, dans les quatre (4) heures ouvrables suivant la réception d'un tel avis.

1.8 Délimitation des  
travaux

- .1 Le représentant du Génie disposera des piquets sur les lieux afin d'indiquer l'emplacement, l'alignement et les élévations de l'ouvrage.
- .2 Il incombe au représentant du Génie d'obtenir un permis d'excavation.

L'entrepreneur doit conserver une copie du permis sur les lieux, qui pourra être consultée sur demande.

1.9 Lieux de livraison

- .1 La mobilisation du matériel en direction et en provenance de la BFC Gagetown se fera aux frais de l'entrepreneur.
- .2 Le représentant du Génie doit indiquer à l'entrepreneur le lieu exact de livraison dans le secteur des travaux.

1.10 Documents requis

- .1 L'entrepreneur doit conserver, sur le lieu de travail, une copie des documents suivants :
  - .1 devis;
  - .2 addenda.

1.11 Utilisation des lieux par l'entrepreneur

- .1 L'accès aux lieux de travail est déterminé par le représentant du Génie.
- .2 Les déplacements autour des lieux de travail sont assujettis aux restrictions imposées par le représentant du Génie.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas encombrer les lieux de façon déraisonnable de matériaux ou de matériel.

1.12 Garantie

- .1 L'entrepreneur garantit les matériaux et la main-d'œuvre pendant une période de un (1) an suivant l'acceptation par le représentant du Génie. Toute défectuosité pouvant apparaître au cours de cette période doit être corrigée à la satisfaction du représentant du Génie par l'entrepreneur, et ce, aux frais de ce dernier.

1.13 Codes et normes

- .1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux et faire respecter les mesures de sécurité conformément à la partie II du Code

*canadien du travail et à la Loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick.*

- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de Travail sécuritaire NB et en fournir la preuve à TPSGC, et ce, avant l'attribution du contrat.
- .3 L'entrepreneur doit répondre aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relativement à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses; il doit aussi satisfaire aux exigences relatives à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques de produits devant répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.
- .4 Les travaux doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, codes et autres documents prescrits. En cas de divergence entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés faisant autorité, la disposition la plus stricte s'applique.

1.14 Surcharge

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce qu'aucune structure ne soit soumise à des charges susceptibles de causer une déformation permanente.

1.15 Nettoyage

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit enlever tous les matériaux, les outils, le matériel et les débris de surplus, et laisser le lieu de travail propre et en bon état, à l'entière satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur ne doit pas enlever le matériel et les matériaux récupérables sans l'autorisation du représentant du Génie.



1.16 Demande de  
travaux

- .1 Seuls les travaux dirigés par le représentant du Génie et indiqués sur l'Étiquette d'état du matériel (CF 942), Commande subséquente à l'offre à commandes, peuvent être exécutés, et ce, de la façon suivante :
- .1 l'entrepreneur doit fournir les services lorsque le représentant du Génie le demande;
- .2 l'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie le numéro de téléphone auquel ce dernier peut le joindre, lui ou son représentant, en tout temps;
- .3 une fois la soumission acceptée, le représentant du Génie doit communiquer à l'entrepreneur, par écrit, les noms des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées se feront aux risques de l'entrepreneur en ce qui concerne le paiement;
- .4 l'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service et doit fournir le service dans les vingt-quatre (24) heures s'il s'agit d'un appel de service normal et dans les quatre (4) heures s'il s'agit d'un appel d'urgence;
- .5 lorsqu'une demande de service est faite, le représentant du Génie doit en aviser l'entrepreneur et lui exposer la demande. Cette dernière doit être indiquée clairement sur l'Étiquette d'état du matériel (CF 942), Commande subséquente à l'offre à commandes, laquelle doit être signée par le représentant du Génie ou son représentant autorisé. L'entrepreneur recevra une copie de l'Étiquette; il doit en faire une copie, puis en conserver une et en retourner une au représentant du Génie avec sa facture.

1.17 Quantités et  
modalités de paiement

.1 Les travaux effectués dans le cadre de la présente convention d'offre à commandes seront payés en fonction du prix unitaire. Les sommes correspondent à tout ce que l'entrepreneur fournit ou fait dans le cadre des travaux, et ce dernier les reconnaîtra comme telles.

.2 Conformément au présent document, l'entrepreneur doit soumettre son taux horaire pour la supervision, les dépenses, les outils, le matériel, le transport et les bénéfices.

.1 Un compacteur CAT CS-323C ou l'équivalent (heures estimatives : 250).

.2 Un compacteur CAT CS-433C ou l'équivalent (heures estimatives : 3500).

.3 Un compacteur CAT CS-563D ou l'équivalent (heures estimatives : 750).

.4 Un compacteur CAT CP-563D ou l'équivalent (heures estimatives : 250).

.5 Une niveleuse CAT 120H ou l'équivalent (heures estimatives : 3000).

.6 Mobilisation d'un chantier à l'autre (heures estimatives : 100).

.3 La location de compacteurs de sol automoteurs et de niveleuses avec conducteurs sera facturée selon un taux horaire, pour la période durant laquelle les compacteurs de sol automoteurs et les niveleuses sont sur les lieux et utilisés.

.4 Si, à cause des conditions météorologiques ou autres circonstances, le matériel n'est plus requis, il n'y aura pas de nombre minimal d'heures par jour.

.5 Les quantités susmentionnées peuvent augmenter ou diminuer et sont fournies à titre indicatif seulement. Elles ne sont pas garanties et l'entrepreneur ne peut facturer de pertes de bénéfices anticipés en fonction de ces quantités.

- .6 Conformément aux dispositions de la présente offre à commandes, le temps facturé ainsi que le prix prévu au contrat peuvent faire l'objet d'une vérification gouvernementale, et ce, avant et après le paiement.

1.18 Laissez-passer de l'entrepreneur

- .1 Lorsqu'ils sont sur la Base ou qu'ils effectuent des travaux dans un lieu appartenant au MDN, tous les employés de l'entrepreneur doivent avoir en tout temps en leur possession le laissez-passer officiel qui leur aura été fourni. Ils doivent montrer leur laissez-passer, sur demande, à la police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et à toute personne en position d'autorité.
- .2 Pour obtenir les laissez-passer dont il a besoin, l'entrepreneur doit remplir un formulaire pour chacun de ses employés et accompagner chacun d'eux à la Section de l'identification de la police militaire, au bâtiment F-19, où ils obtiendront leur laissez-passer.
- .3 Des photocopies des laissez-passer seront remises au représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit s'assurer de rapporter les laissez-passer de ses employés à la Section de l'identification de la police militaire lorsque ces derniers n'ont plus à exécuter de travaux dans un lieu appartenant au MDN.

1.19 Cote de sécurité .1

- L'entrepreneur doit maintenir à jour un répertoire de tous les employés prenant part au contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les personnes de métier, les conducteurs et les ouvriers. Il doit remettre cette liste

au représentant du Génie sur demande.

- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant les renseignements contenus dans le répertoire. Le représentant du Génie se réserve le droit d'expulser du chantier les employés qui ne satisfont pas aux exigences en matière de sécurité, telles qu'elles ont été établies par les membres de la Section de l'identification de la police militaire.

PARTIE 1 -  
GÉNÉRALITÉS

1.1 Références

- .1 Partie II du *Code canadien du travail*, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991.
- .3 *Code national du bâtiment* du Canada, 2010.

1.2 Exigences réglementaires

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément au *Code national du bâtiment* du Canada de 2010, à la partie II du *Code canadien du travail*, à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick et à Travail sécuritaire NB; en cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans ces documents, la disposition la plus stricte s'appliquera.

1.3 Responsabilité

- .1 L'entrepreneur doit veiller à la santé et à la sécurité de toutes les personnes qui se trouvent sur le lieu de travail ainsi qu'à la protection des biens, des personnes et de l'environnement, sur le lieu de travail et dans les environs immédiats, dans la mesure où les travaux qui lui sont confiés pourraient avoir une incidence sur ces biens, ces personnes et l'environnement.
- .2 L'entrepreneur et ses employés sont tenus de respecter toutes les règles de sécurité précisées dans les documents contractuels ainsi que dans l'ensemble des lois, règlements et ordonnances fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur et toutes les dispositions prévues par l'entrepreneur dans le plan de protection de ses employés en matière de santé et de

sécurité, particulièrement pour l'exécution des travaux visés par le présent contrat.

- .3 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, l'entrepreneur doit établir un plan de protection de ses employés en matière de santé et de sécurité au travail. Les travaux ne pourront être entrepris avant que ce plan de protection n'ait été approuvé par le représentant du Génie.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés. Les employés doivent porter un casque de protection ainsi qu'un gilet et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.4 Risques imprévus .1 En prévision de situations imprévues où il devient évident qu'un facteur, un risque ou une particularité compromet la sécurité durant l'exécution d'une tâche, l'entrepreneur doit établir des mesures visant à permettre à ses employés d'exercer leur droit de refuser d'exécuter cette tâche en vertu des dispositions prévues dans les lois et règlements du Nouveau-Brunswick. L'entrepreneur doit aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit de toute situation où un employé décide d'exercer ce droit.

1.5 Correction des problèmes de non-conformité .1 Lorsqu'une autorité compétente ou le représentant du Génie constate une infraction aux règles qui s'appliquent à la protection de la santé, l'entrepreneur doit régler le problème sur-le-champ.

- .2 L'entrepreneur doit fournir un rapport

écrit au représentant du Génie sur la mesure prise pour corriger ce problème.

- .3 Le représentant du Génie peut interrompre les travaux si les situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité ne sont pas corrigées.

1.6 Interruption des travaux .1 La sécurité et la santé du personnel et de la population et la protection de l'environnement doivent primer sur les considérations d'ordre financier et le respect des échéances.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Marche à suivre pour signaler un incendie
- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent savoir où se trouvent l'avertisseur d'incendie et le téléphone le plus près de leur lieu de travail ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
  - .2 Ils doivent signaler immédiatement tout incident lié à la sécurité-incendie de la façon suivante :
    - .1 composer le 911.
  - .3 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.
- 1.2 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs
- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas :
    - .1 être obstrués;
    - .2 être fermés;
    - .3 être désactivés à la fin d'une journée ou d'un quart de travail, à moins que le chef du Service d'incendie en ait donné l'autorisation.
  - .2 Les bornes-fontaines, colonnes montantes et tuyaux souples ne doivent servir qu'aux fins de la lutte contre l'incendie, à moins que le chef du Service d'incendie n'en ait autorisé l'utilisation à d'autres fins.
- 1.3 Extincteurs d'incendie
- .1 L'entrepreneur doit fournir le nombre d'extincteurs d'incendie déterminés par le



chef du Service d'incendie pour protéger les travaux en cours et les installations du lieu de travail.

1.4 Entrave à la circulation .1 L'entrepreneur doit aviser le chef du Service d'incendie de tous les travaux qui pourraient nuire à l'accès des véhicules d'incendie, notamment les travaux qui auraient pour effet de réduire la hauteur libre minimale établie par le chef du Service d'incendie, la construction de barrières ou le creusage de tranchées.

1.5 Interdiction de fumer .1 L'entrepreneur doit respecter les politiques relatives à l'usage du tabac en tout temps.

1.6 Rebuts et déchets .1 Les rebuts et déchets doivent être réduits au minimum.

.2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur les lieux.

.3 Enlèvement :  
.1 L'entrepreneur doit éliminer tous les rebuts du lieu de travail à la fin de la journée ou du quart de travail, ou conformément aux directives.

.4 Entreposage :  
.1 Les déchets d'hydrocarbures doivent être entreposés dans des contenants approuvés pour optimiser la propreté et la sécurité.

.2 Les chiffons imbibés de graisse ou d'huile et les matériaux pouvant s'enflammer spontanément doivent être entreposés dans des contenants approuvés et éliminés.

1.7 Liquides  
inflammables et  
combustibles

- .1 La manipulation, l'entreposage et l'utilisation des liquides inflammables et combustibles sont régis par le *Code national de prévention des incendies* du Canada en vigueur.
- .2 Les liquides inflammables ou combustibles, comme l'essence, le kérosène et le naphte, peuvent être conservés en vue de leur utilisation, à condition que leur quantité n'excède pas 45 litres et qu'ils soient entreposés dans des bidons de sécurité portant le sceau d'approbation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Mutuelle des manufacturiers. Il est interdit d'entreposer plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de travaux, à moins que le chef du Service d'incendie ne l'ait autorisé.
- .3 Le transfert des liquides inflammables et combustibles est interdit à l'intérieur des bâtiments ou des jetées.
- .4 Le transfert des liquides inflammables et combustibles ne doit pas être effectué à proximité de flammes nues ou de tout appareil qui produit de la chaleur.
- .5 Les liquides inflammables dont le point d'inflammabilité est inférieur à 38 °C tels que le naphte ou l'essence ne doivent pas servir de solvants ou d'agents nettoyants.
- .6 Il faut entreposer les résidus liquides inflammables ou combustibles dans des conteneurs approuvés, dans un endroit ventilé et sûr, en attendant leur collecte. Les quantités entreposées doivent être minimales en tout temps, et le Service d'incendie doit être avisé

lorsqu'il est temps de procéder à leur collecte.

1.8 Substances  
dangereuses

- .1 Les travaux nécessitant l'utilisation de substances dangereuses ou toxiques, de produits chimiques et/ou d'explosifs ou autres pouvant présenter un danger pour la vie, la sécurité ou la santé doivent être effectués conformément au *Code national de prévention des incendies* du Canada.
- .2 L'entrepreneur doit obtenir un permis d'exécution d'un « travail à chaud » auprès du chef du Service d'incendie s'il doit exécuter des travaux de soudage ou utiliser un appareil de combustion, un chalumeau ou un réchaud dans un bâtiment ou une installation.
- .3 Lorsque les travaux sont exécutés dans un endroit qui présente un risque compte tenu du recours à un appareil qui produit de la chaleur, l'entrepreneur doit prévoir la présence de personnel de surveillance équipé d'un nombre suffisant d'extincteurs. Il incombe au chef du Service d'incendie de déterminer le risque que présente un endroit, ainsi que le niveau de protection requis de la part du personnel de surveillance. L'entrepreneur doit fournir les services de surveillance selon le niveau de protection établi avec le chef du Service d'incendie durant la réunion tenue avant le début des travaux.
- .4 S'il prévoit employer des liquides inflammables, comme des vernis-laques ou des produits à base d'uréthane, l'entrepreneur doit veiller à bien ventiler les lieux et à éliminer toute source possible d'embrasement avant de commencer. Le chef du Service d'incendie doit être informé au début et à la fin de

ce type de travaux.

1.9 Renseignements  
et/ou précisions

- .1 Pour obtenir des renseignements ou plus de détails sur toute question supplémentaire relativement à la sécurité-incendie, l'entrepreneur doit communiquer avec le chef du Service d'incendie par l'intermédiaire du représentant du Génie.

1.10 Inspection de  
prévention des  
incendies

- .1 Les inspections du lieu de travail effectuées par le chef du Service d'incendie sont coordonnées avec le représentant du Génie.
- .2 Le chef du Service d'incendie doit avoir libre accès au lieu de travail.
- .3 L'entrepreneur doit collaborer avec le chef du Service d'incendie au cours de l'inspection de routine du lieu de travail.
- .4 L'entrepreneur doit corriger toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

PARTIE 1 -  
GÉNÉRALITÉS

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1.1 Généralités</u>                                   | .1 | L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses employés respectent l'ensemble des lois pertinentes et qu'ils se soucient de la protection de l'environnement.                                       |
| <u>1.2 Feux</u>  | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur les lieux de travail.   |
| <u>1.3 Enlèvement des déchets</u>                        | .1 | Il est interdit d'enterrer des déchets sur le chantier à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du représentant du Génie.  |
|  | .2 | Il est interdit de verser des déchets ou des substances volatiles, comme les essences minérales, l'huile ou les diluants, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les conduites sanitaires.                                   |
| <u>1.4 Mesures de protection contre les déversements</u> | .1 | L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel suffisant pour procéder au nettoyage du déversement de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. mousses, carburants, huiles, lubrifiants, etc.). |

PARTIE 1 -  
GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Description des exigences .1 La présente section prescrit les exigences relatives à la fourniture et à l'entretien des compacteurs de sol automoteurs et des niveleuses, ainsi qu'à ceux qui les conduisent.
- 1.2 Conditions de location .1 Le matériel fourni aux fins de la présente convention est accepté aux risques du fournisseur pour toute la durée du contrat.
- 1.3 Matériel .1 L'entrepreneur ne peut soumettre aucune réclamation ni aucune demande à la Couronne, ni introduire une procédure judiciaire contre elle, pour des dommages causés au matériel par négligence de la part du conducteur.
- .2 Le matériel suivant, ou du matériel équivalent, est requis pour l'exécution de la présente convention d'offre à commandes :
- .1 un compacteur CAT CS-323C à cylindre lisse ou l'équivalent :
- .1 force centrifuge (max.) = 66.8 kN;
- .2 largeur du tambour = 1270 mm;
- .2 un compacteur CAT CS-433C à cylindre lisse ou l'équivalent :
- .1 force centrifuge (max.) = 124.6 kN;
- .2 largeur du tambour = 1680 mm;
- .3 un compacteur CAT CS-563D à cylindre lisse ou l'équivalent :
- .1 force centrifuge (max.) = 236 kN;
- .2 largeur du tambour = 2130 mm;
- .4 un compacteur CAT CP-563D à cylindre matelassé ou l'équivalent :

- .1 force centrifuge (max.) = 236 kN;
  - .2 largeur du tambour = 2130 mm;
  - .5 une niveleuse CAT 120H ou l'équivalent :
    - .1 puissance au volant (nette) = 125 à 140 hp.
- .3 L'entrepreneur doit détenir les permis prescrits par les règlements provinciaux.
- .4 Les appareils doivent être équipés d'un éclairage de nuit standard.
- .5 Les appareils doivent être dotés d'un avertisseur et d'un klaxon de recul.
- .6 Les appareils doivent être équipés d'un gyrophare pivotant à 360 degrés, qui fonctionne à l'aide d'un mécanisme de commande de 12 VCC lui permettant d'atteindre une vitesse constante de 35 tr/min. Ils doivent aussi être munis de deux (2) phares scellés de 30 W, disposés et verrouillés à un angle de six (6) degrés par rapport à l'horizontal; ces phares doivent être protégés par un boîtier jaune en forme de dôme complètement étanche et être commandés par le conducteur au moyen d'un interrupteur.
- .7 Tout dommage causé au matériel doit être réparé immédiatement. L'entrepreneur n'établira pas de facture pour les coûts liés à l'entretien et à la réparation du matériel.
- .8 Le matériel doit être maintenu en bon état de marche pendant toute la durée du contrat.
- .9 La lubrification, la vérification des niveaux de fluides et le remplacement des filtres incombent à l'entrepreneur. De plus, ce dernier doit effectuer, à ses frais, toutes les réparations et tous les

travaux d'entretien sur les lieux, pour lesquels il doit fournir les fluides, les lubrifiants, les filtres et les outils appropriés. L'entrepreneur doit aussi se charger, à ses frais, de l'entreposage sur la Base, de l'émission et du contrôle de ces produits, ainsi que du ramassage, du retrait et de l'élimination adéquate des contenants vides, des filtres sales et des huiles usées.

- .10 Les conducteurs des appareils fournis par l'entrepreneur doivent détenir les permis prescrits par les exigences provinciales.
- .11 L'entrepreneur doit fournir au MDN, sans frais, tous les carburants nécessaires à l'exécution des travaux prévus dans le cadre du contrat.